

# is inédits

taire prudente menée par Mario Draghi alors que la Ligue promettait déjà avant les élections « 30 milliards d'euros de subventions dès le premier conseil des ministres » pour les entreprises et les ménages accablés par la flambée des prix de l'énergie. Meloni veut abolir le

revenu de citoyenneté, fer de lance du Mouvement 5 étoiles (15,15 % des voix) ; Salvini propose au contraire de le modifier.

Abattu par un score électoral très décevant, le capitaine de la Ligue pourrait, afin de reconquérir le cœur de ses

militants, donner du fil à retordre à sa partenaire.

Et le leader de la droite traditionnelle, Silvio Berlusconi, qui s'est toujours présenté comme l'indispensable élément d'équilibre de la coalition, aura certainement du pain sur la planche.

## l'expert « La coalition de droite a gagné, mais avec un score moyen »

ENTRETIEN  
VÉRONIQUE KIESEL

Le vote des électeurs a secoué les partis italiens. Luca Tomini, chercheur et professeur de sciences politiques au Cevipol (ULB), le décrypte pour nous.

**La droite a obtenu entre 43 et 44 %. Cela veut dire malgré tout qu'une majorité des Italiens n'a pas voté pour cette coalition...**

Il ne faut en effet pas se tromper : la droite va obtenir la majorité à la Chambre grâce au système électoral et à l'absence en face d'elle d'une véritable coalition progressiste. Mais cette victoire ne doit pas cacher le fait qu'elle a enregistré un score très moyen : en 2001, elle avait gagné avec plus de 50 %. Ce qu'on voit clairement, c'est que les électeurs traditionnels des partis de droite votaient il y a dix ans pour Berlusconi (Forza Italia), il y a cinq ans pour Salvini (la Ligue du Nord) et maintenant ils ont voté pour Meloni (Fratelli d'Italia). Ce sont toujours les mêmes personnes, il n'y a pas eu d'électeurs passés de la gauche à la droite.

**Mais quelles lignes de force peut-on dégager sur le plan géographique et socio-économique ?**

Au nord, le plus frappant, c'est bien ce déclin de la Ligue de Matteo Salvini, qui pouvait jusque-là compter sur le large soutien des petits entrepreneurs des périphéries. Or, cette fois-ci, ils ont voté pour le parti de Meloni, qui a donc obtenu trois fois plus de voix que la Ligue. Cela met aussi en évidence le déclin de la carrière politique de Salvini. Avec une question : quel'un d'autre va-t-il prendre sa place ? S'il reste à son poste, il risque en tout cas de créer des tensions à l'intérieur de la majorité de droite pour récupérer les voix qu'il a perdues : il va donc essayer de se distinguer de Meloni.

Forza Italia a par ailleurs obtenu un peu plus de 8 % alors qu'il y a 20 ou 25 ans, il était à 30 % ! L'électorat qui lui reste est composé surtout de personnes âgées avec un niveau d'études peu élevé, qui vit dans les périphéries. Les électeurs de Berlusconi vieillissent avec lui... Ce sont donc ceux qui ont précédemment voté pour ces deux partis qui ont, cette fois-ci, préféré voter pour Fratelli d'Italia, permettant au parti de Meloni de passer de 4 à 26 % : la plupart appartiennent à la classe moyenne et à la classe populaire et ont aujourd'hui une forte demande de protection, économique mais aussi face

à la menace perçue de la migration. C'est, ailleurs en Europe aussi, l'électorat traditionnel de ce genre de parti.

**Et au sud ?**

Là, le plus intéressant, c'est la transformation du Mouvement 5 étoiles. Il avait explosé son score lors des élections de 2013, devenant un mouvement de protestation, antisystème et populiste d'ampleur nationale. Mais si vous observez la distribution actuelle des voix qu'il a recueillies, on constate qu'il est devenu une sorte de « Ligue du Sud ». Ses

thèmes de campagne sont ceux qui intéressent cette région. Ses électeurs appartiennent aux classes populaires et défavorisées du sud : ils s'intéressent à la précarité, au revenu de citoyenneté, au chômage, à des questions économiques qui les touchent. Et c'est de là que viennent ses leaders actuels.

**Le centre reste ancré à gauche ?**

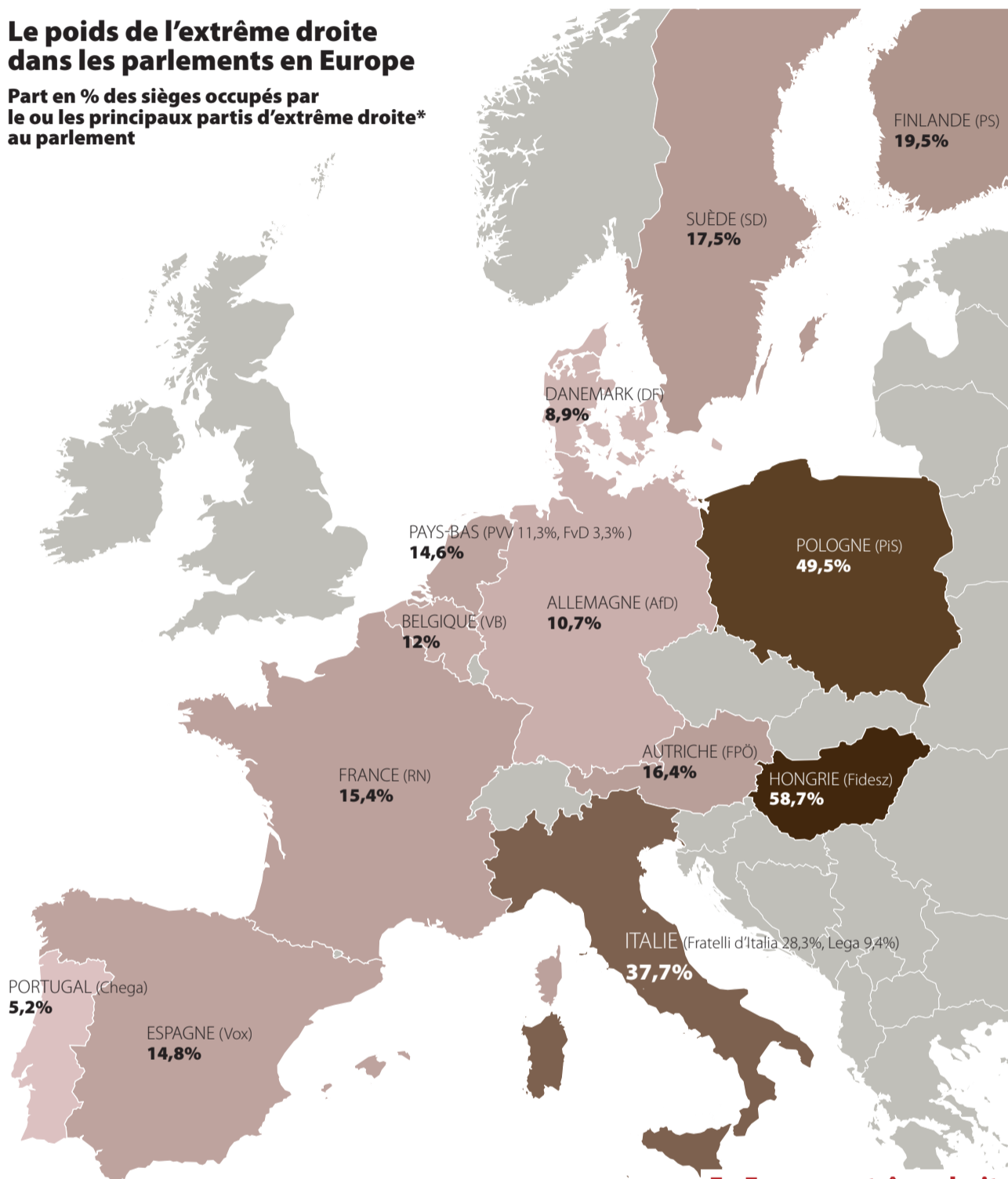
De manière traditionnelle, le centre de l'Italie vote à gauche. C'est là que la gauche vient d'obtenir ses meilleurs pourcentages même si elle y a été dépassée par la droite. Sur le plan national, le PD (Partito Democratico) a obtenu 19 % : ce n'est pas très bon, mais c'est plus ou moins le même résultat qu'en 2018. Ces voix viennent du noyau dur, de cet électorat traditionnel qui ne votera jamais pour un autre parti : il est issu des classes moyennes urbaines avec un haut niveau d'éducation. Le leader du PD, Enrico Letta, a annoncé qu'il ne se représenterait pas pour ce poste au prochain congrès du parti. Il est très probable que le prochain secrétaire va essayer de repositionner le parti plus à gauche.

**Les grands patrons, pour qui ont-ils voté ?**

Difficile à dire. Par contre, ce qui est certain, c'est que, contrairement à la France, il n'y a jamais eu de « droite républicaine » en Italie. Dès ses débuts, Berlusconi était allié aux néofascistes d'Alleanza Nazionale. Le mélange entre une droite modérée et une droite extrême a toujours été présent dans la politique italienne. Et ce bloc de droite peut aller vers des positions radicales ou plus libérales. Aujourd'hui, son nouveau champion, c'est donc Giorgia Meloni. Mais même si son parti est l'héritier du Mouvement social italien (néofasciste), cela n'a pas de sens de parler, dans son cas à elle, de fascisme. Par contre, il y a un grand risque autoritaire. Comme en Hongrie ou en Pologne.

## Le poids de l'extrême droite dans les parlements en Europe

Part en % des sièges occupés par le ou les principaux partis d'extrême droite\* au parlement



\*Partis s'opposant aux éléments fondamentaux de la démocratie libérale, notamment les droits des minorités, l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs

**En Europe, extrême droite et droite radicale en ordre dispersé**

**L'implacable victoire de Giorgia Meloni marque-t-elle une irrésistible poussée de l'extrême droite sur le continent européen ? Ce serait tentant de l'affirmer, surtout si l'on prend en considération le récent succès des mal nommés Démocrates de Suède, devenus faiseurs de roi à Stockholm. Or, si l'on dézoome et que l'on observe les résultats des derniers scrutins dans une poignée de pays européens, la présence de l'extrême droite reste modeste au sein des Parlements. Et elle a essuyé diverses défaites récemment, tant en Allemagne qu'en Norvège ou en Slovaquie.**

Seuls deux pays explosent les compteurs : la Hongrie, où Viktor Orban, chantre de la « démocratie illibérale », avec son parti Fidesz, a remporté pour un nouveau mandat de Premier ministre lors d'élections entachées par des irrégularités. En Pologne, le parti au pouvoir, PiS, profite d'une assise solide au Parlement. Mais partout ailleurs les succès des partis d'extrême droite sont à relativiser. Et si en France le parti de Marine Le Pen a engrangé de solides gains (89 députés), la cheffe de file du Rassemblement national n'a pas réussi à s'imposer face à Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle. M.BN

## ances évidentes, divergences frappantes

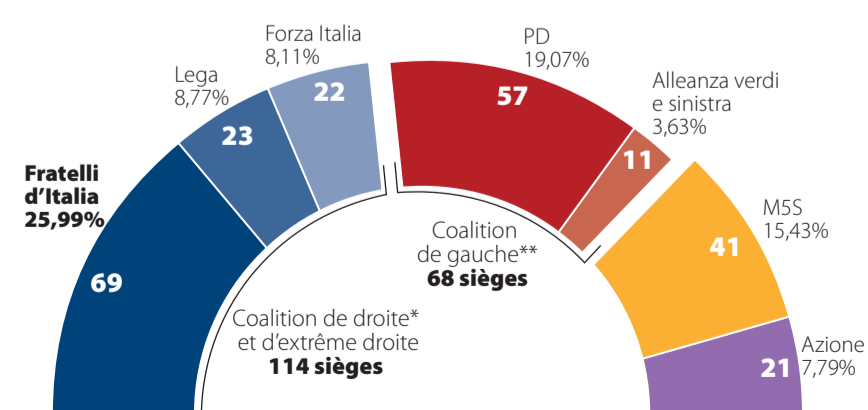
ser des liens entre les trois leaders de droite radicale, ultra-conservatrice. « Sur des sujets sociétaux, qui ne sont pas forcément de compétence européenne directe, comme les droits des personnes LBGQTQI+, ou sur le droit à l'avortement, ils se retrouveront en phase, relève Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors. Idem, sans doute, pour l'Etat de droit. Par exemple pour éviter que Budapest ne soit privée de fonds européens. La Pologne soutient déjà la Hongrie. » Et pour cause, puisque Varsovie est également dans le collimateur de la Commission, pour non-respect de l'indépendance de la Justice... Durcissement attendu, aussi, sur le plan de la migration, avec des connivences probables entre Matteo Salvini (l'homme qui veut fermer les ports italiens aux bateaux de migrants) et Viktor Orban, et un accord (encore plus) improbable, dès lors, entre les Vingt-Sept, autour du Pacte sur la migration et l'asile...

Coup de frein en vue, aussi, au chantier institutionnel : la présidence tchèque explore pour l'heure l'appétit des Etats membres à rogner la règle de l'unanimité (et donc leur droit de veto) au profit de majorités qualifiées. Mario Draghi poussait, comme Emmanuel

Macron, à une intégration renforcée... « En revanche, la France et l'Italie pourraient rester alliées pour réformer le Pacte de stabilité et de croissance », pointe le directeur de l'Institut Jacques Delors. Les premiers pas de Giorgia Meloni sur la scène européenne ne devraient du reste guère être conflictuels. Notamment parce que l'Italie, lourdement endettée, a besoin des 191 milliards du plan de relance libérés progressivement, moyennant réformes, par la Commission, et ne peut se permettre d'inquiéter les marchés.

Le vrai test, pour l'Union, semble programmé en 2024, année du scrutin européen. Car, comme le relevait Manuela Caiani, professeure associée en sciences politiques dans un webinaire organisé ce lundi par le think tank European Policy Centre, on assiste à « développement d'une identité forte, à droite, celui d'une Europe chrétienne ». « Meloni n'est pas anti-européenne, elle ne veut pas sortir de l'Union ni de l'euro, insiste Sébastien Maillard. Elle est anti-Bruxelles, elle est souverainiste, elle veut l'Europe des nations. Et à l'approche des élections, on aura l'Europe de Macron et celle d'Orban et Meloni, les progressistes contre les ultra-conservateurs. »

## Elections italiennes : les projections en sièges à la Chambre



\*Noi moderati 0,91% des voix / pas de siège  
\*\*+Europa 2,83% / pas de siège  
\*\*\*Impegno civico 0,6 / pas de siège